

Douai : les agents territoriaux de l'École des bateliers et forains sortent dans la rue

Pointé du doigt : la dégradation de leurs conditions de travail. Les agents territoriaux de l'École régionale du premier degré des bateliers-forains (ERPD) de Douai ne se sont pas faits prier pour débrayer jeudi matin.

Répondant à l'appel de la CGT, ils ont interpellé leur employeur, le conseil régional des Hauts-de-France.



Osama El Gharib, élu CGT (à gauche) a mobilisé les agents territoriaux de l'École régionale du premier degré bateliers et forains de Douai.

Ce jeudi matin, par-dessus la blouse, elles ont enfilé une chasuble siglée CGT.

« C'est la première fois que je fais grève depuis vingt ans. Là, ça devient trop critique. Il y a de plus en plus de travail. À une époque, il y avait quatre agents », dit une des trois lingères au service du bien-être des cent vingt-cinq enfants accueillis en internat à l'École régionale du premier degré des bateliers forains (ERPD) sise rue Charles-Bourseul à Douai depuis 1962.

Ça tangué aussi chez les agents affectés au service général (agents de service, d'accueil...). Leur employeur, le conseil régional des Hauts-de-France, négocie actuellement les critères pour répartir les postes dans chaque établissement. Ça coince. « Là où dans l'ex-Nord - Pas-de-Calais un agent entretenait 1 450 m², il en aura 1 800 courant 2023 », explique Osama El Gharib, représentante syndicale CGT des agents des lycées de la région (les élections professionnelles ont lieu en fin d'année). **Ce matin-là, c'est Douai, demain (vendredi) ce sera le lycée général et technologique André-Malraux à Béthune. Ailleurs, ensuite. Autant d'établissements considérés en difficulté.** Revoir à la hausse la surface entretenue n'est pas une avancée sociale pour la syndicaliste. « Ici (NdI, dans le Nord - Pas-de-Calais), la population est plus vieillissante que dans l'Oise », dit encore l'élue CGT, évoquant une moyenne d'âge de 55 ans.

« Moi je fais le boulot d'une CPE (conseillère principale d'éducation) alors que je ne suis pas payée comme telle. »

Les départs à la retraite, c'est bien ce qui inquiète ces dames (il n'y a qu'un seul homme parmi les manifestants). **L'année prochaine, il y aura trois départs en retraite à l'ERPD. Seront-ils remplacés ? « Xavier Bertrand annonce mille postes sur trois ans. Le problème est qu'on a perdu six cents postes**

de titulaires en cinq ans », fait savoir notre interlocutrice qui réproouve le recours à outrance de contractuels, « qui n'ont pas les primes (des titulaires) », pour combler les trous.

« Les salariés sont usés », ajoute-t-elle. « On perd notre fierté d'être fonctionnaire. Quand je suis rentrée il y a vingt ans, c'était un plaisir », souffle Martine, l'une des agents de l'établissement douaisien.

Une de ses collègues renchérit : « Moi je fais le boulot d'une CPE (conseillère principale d'éducation) alors que je ne suis pas payée comme telle. Notre employeur fait disparaître les spécialités. »

À la CGT, en comité technique, là où on se penche sur ces questions-là, la CGT a demandé la reconnaissance et le maintien des spécialités : lingerie, magasinage alimentaire et pédagogique, espaces verts, encadrement de proximité... C'est aussi le souhait de Martine et ses collègues.

Par Bertrand Bussiere

Publié: 15 Septembre 2022 à 16h18